



CSE Central du 8 juin 2022 Déclaration de la CGT

Audiovisuel public : défendons notre bien commun !

En s'attaquant à l'audiovisuel public par le biais de la suppression de la redevance, le Président de la République a réussi à fédérer les organisations syndicales du secteur, vent debout contre cette décision démagogique, mettant hypocritement en avant le pouvoir d'achat.

La colère monte chez les salariés et les initiatives se multiplient. Préavis de grève, pétition, textes et vidéos de soutien, motions, tracts, interpellation des politiques.

En ligne de mire, une grande journée d'action le 28 juin prochain, jour de l'installation des nouveaux député-e-s à l'Assemblée Nationale, ces mêmes députés qui seront appelés à entériner la fin du financement dédié aux médias du service public.

Le Monarque pourra-t-il compter une nouvelle fois sur une armée dévouée de Playmobils ou bien les électeurs auront-ils porté dans l'hémicycle une représentation susceptible de faire émerger un véritable débat démocratique ?

Car ce qui se joue là, dans l'urgence et sans véritable débat, c'est un demi-siècle d'un système de financement affecté, garantissant, malgré une baisse continue ces dernières années un financement dédié, indépendant et pérenne des médias audiovisuels publics, bien commun des Français.

A France Télévisions, la marche générale de l'entreprise semble suspendue à la décision d'un seul homme alors que ce doit être au peuple de débattre et de décider de ce qu'il veut comme service public audiovisuel.

Dans cette instance sociale du CSE central, évoquer la marche générale de l'entreprise a un côté pour le moins décalé, alors que nous nous tenons au bord du précipice, privés subitement de perspectives financières et stratégiques.

Que dire encore des questions de conditions de travail ou de qualité de vie des salariés dans un tel contexte ? La confiance des salariés dans l'avenir était déjà passablement dégradée, elle vient d'un coup de tomber de la falaise.

Nous, élus CGT, représentants des personnels de FTV, nous ne laisserons pas anéantir notre outil de travail, nos emplois et nos conditions de travail.

Nous nous battons pour que les citoyens de notre pays puissent continuer à profiter de manière égalitaire, des contenus de nos chaînes, radios et plateformes, de cette diversité qui fait notre richesse et notre force malgré les gigantesques plans d'économies que nous avons déjà subis depuis 10 ans.

Nous appelons les salariés à se mobiliser le 28 juin, massivement, pour défendre l'Audiovisuel Public, son mode de financement, son développement et son indépendance.

Nous appelons les citoyens qui croient encore en une certaine idée de la démocratie et du débat citoyen, à nous rejoindre le 28 juin pour défendre ce bien public.

Paris, le 8 juin 2022